



# Les fruits et légumes frais à la croisée des chemins en Amérique du Nord

*Empreinte économique du secteur des fruits et  
légumes frais du Canada et coût des éventuels tarifs  
douaniers américains*

## Principales constatations

- En 2024, le secteur des fruits et légumes frais a contribué à hauteur de 18,6 G\$ au PIB du Canada. Il a créé des retombées positives, avec 1,06 \$ de PIB généré par dollar de production, contre 0,94 \$ dans le secteur agroalimentaire en général.
- Le secteur des fruits et légumes frais a soutenu 188 000 emplois en 2024, ce qui a ajouté 11,6 G\$ au revenu du travail.
- Le secteur a contribué à hauteur de 5,1 G\$ aux recettes fiscales de tous les paliers de gouvernement. Les impôts sur le revenu et les cotisations d'assurance sociale représentent 62 % de ces contributions.
- Les États-Unis et le Mexique ont fourni 70 % des importations de fruits et légumes frais du Canada en 2024, tandis que 88,4 % des exportations étaient destinées aux É.-U.
- Le marché américain des fruits et légumes frais importés devrait croître à mesure que la population augmente et que la production américaine de fruits et légumes frais diminue. Toutefois, la dépendance à l'égard des exportations vers le marché américain a rendu le Canada vulnérable aux changements de politique commerciale.
- Les fruits et légumes frais canadiens respectant l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) ont été exemptés des droits de douane américains jusqu'à présent. La révision de l'ACEUM étant prévue pour 2026, le maintien de l'exemption de tarifs douaniers pour les fruits et légumes frais est une source essentielle de stabilité pour le secteur.
- Si les exportations de fruits et légumes frais vers les États-Unis étaient soumises à des droits de douane de 10 %, la contribution du secteur au PIB canadien diminuerait de 214 M\$ (1,1 %), 2 332 emplois seraient perdus, la masse salariale serait réduite de 139 M\$ et les recettes fiscales diminueraient de 57,6 M\$.
- Avec des tarifs douaniers de 25 %, les pertes subies par le secteur augmenteraient. Les contributions au PIB diminueraient de 535 M\$ (2,8 %), 5 830 emplois disparaîtraient, entraînant une baisse des salaires de 348 M\$, et les gouvernements perdraient 144 M\$ de revenus.

*Ce rapport a été préparé par Signal49 Research (anciennement le Conference Board du Canada), avec le soutien financier de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes. Veuillez contacter Shannon Sommerauer, directrice principale des relations gouvernementales et technologies propres au secteur, à l'adresse [ssommerauer@cpma.ca](mailto:ssommerauer@cpma.ca) pour demander une copie du rapport complet (disponible en anglais seulement).*